TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	p.5
INTRODUCTION	p.7
<u>I/ PANORAMA DU FRANÇAIS JURIDIQUE</u>	p.11
1. Définition du « français juridique »	p.11
1.1. Les différentes définitions	p.11
1.2. Positionnement par rapport au français général	p.12
1.3. Les axes de formation en français juridique	p.14
1.4. Le français juridique : un approfondissement d'un domaine de la langue et de la réalité française	p.14
1.5. Les publics du français juridique représentent des enjeux politiques et économiques	p.16
2. Marché du droit et marché du français juridique	p.19
2.1. La place du droit français dans le monde – enjeux stratégiques globaux	p.19
2.2. Le marché du français juridique	p.20
3. Les besoins de formation en français juridique	p.23
3.1. Les besoins correspondant à une demande	p.23
3.2. Les besoins créés par l'offre	p.25
3.3. Les besoins qui ne sont pas couverts par une offre suffisante	p.27
4. L'offre de formation	p.29
4.1. Le cadre d'apprentissage du Certificat de Français Juridique	p.29
4.2. Les options méthodologiques	p.29
4.2.1. Le CFJ	p.29
4.2.2. Les deux méthodes françaises de français juridique	p.30
4.2.3. Les cours centrés sur la compréhension écrite	p.32
4.2.4. L'approche par l'actualité	p.34
5. Les étapes de la construction d'un cours de français juridique	p.37
5.1. La nécessaire connaissance du domaine de spécialité	p.37
5.2. Analyse de la demande de formation	p.38
5.2.1. Le profil des apprenants	p.38
5.2.2. Un exemple de formation	p.38
5.3. La recherche documentaire pour bâtir un cours de français juridique	p.40
5.3.1. Les ressources disponibles	p.40
5.3.2. Les ingrédients d'un cours de français juridique	p.44
5.4. Parcours d'apprentissage : découverte, systématisation, utilisation	p.45
5.5. Typologie d'activités en français juridique	p.47
5.6. Exemples d'activités contextualisées : dossier pédagogique	p.51

II/ LE RÉFÉRENT EN FRANÇAIS JURIDIQUE	p.53
1. Le droit	p.55
1.1. Définition : Un accord sur le non-recours à la force érigé en système	p.55
1.2. La règle de droit et les divisions du droit	p.56
1.2.1. L'identification de la règle de droit	p.56
1.2.2. Les divisions du droit	p.57
1.3. Les notions fondamentales du droit français	p.59
1.3.1. La laïcité	p.63
1.3.2. La liberté	p.66
1.3.3. L'égalité	p.68
1.3.4. La fraternité	p.70
1.3.5. La représentation	p.72
1.3.6. Le pouvoir	p.74
1.3.7. Le droit	p.77
1.3.8. Le contrat	p.79
1.3.9. La propriété	p.81
1.3.10. La responsabilité	p.83
2. Les spécificités du langage du droit	p.85
2.1. Le langage du droit fait partie des « langages d'autorité » : langages des pouvoirs de droit	p.85
2.2. Les spécificités du langage du droit	p.88
2.2.1. Accessibilité et simplification du langage du droit	p.88
2.2.2. Langage de spécialité	p.89
2.2.3. Langage technique	p.91
2.2.4. Langage traditionnel et évolutif	p.91
2.2.5. Langage plurifonctionnel et pluridimensionnel	p.92
2.3. Les différentes branches de la linguistique et le français juridique	p.93
2.4. La fonction performative du langage juridique	p.94
3. Le « méta-référent » culturel et la compétence « méta-culturelle »	p.97
3.1. Les stratégies d'apprentissage en français juridique	p.97
3.1.1. Panorama des stratégies en Didactique des Langues-Cultures	p.97
3.1.2. Panorama des stratégies en français juridique	p.99
3.1.3. La stratégie « méta-culturelle »	p.101
3.2. Développement de la compétence « méta-culturelle » : les implicites en français juridique	p.105
3.2.1. L'implicite en français juridique : pour une démarche anthropologique et humaniste	p.105
3.2.2. Un implicite fondateur de la culture juridique française : l'acte juridique	p.108

3.2.2.1.	Contextualisation : schémas de l'acte juridique	p.109
3.2.2.2.	L'étymologie : l'acte juridique est un <i>écrit</i> et une <i>action</i>	p.110
3.2.2.3.	La légitimation du discours juridique	p.112
3.2.2.4.	Les discours en « langue de bois »	p.115
3.2.3.	La juridisation des pratiques professionnelles à travers l'écrit au travail	p.117
3.2.3.1.	Contexte : la « démarche-qualité »	p.117
3.2.3.2.	L'analyse des écrits au travail	p.118
3.2.3.3.	La traçabilité	p.118
3.2.3.4.	Valeur positive de l'écrit au travail : la reconnaissance	p.120
3.2.3.5.	Les fonctions de l'écrit au travail	p.120
3.2.3.6.	La question du sujet au travail, auteur de l'écrit, titulaire de droits et d'obligations	p.121

III / L'APPORT DU RÉFÉRENT : PROPOSITIONS DIDACTIQUES p.127

1.	L'enseignement/apprentissage du vocabulaire juridique	p.127
1.1.	L'approche par la morphologie dérivationnelle et l'étymologie	p.129
1.1.1.	La dérivation par la substantivation	p.129
1.1.2.	La dérivation par la suffixation	p.129
1.1.3.	La dérivation par la préfixation	p.131
1.2.	Les approches sémantiques	p.133
1.2.1.	Les mots opposants	p.133
1.2.2.	Les classifications par genre et par espèces	p.135
1.2.3.	La communauté de voisinage	p.135
1.2.4.	La famille opérationnelle	p.136
1.2.5.	Le champ de référence	p.137
1.2.6.	La liste « chronologique »	p.138
2.	L'enseignement/apprentissage des discours du droit	p.139
2.1.	Le jugement contextualise le référent juridique	p.140
2.1.1.	Les parties principales du discours juridictionnel	p.140
2.1.1.1.	La question posée au juge	p.140
a)	Les faits	p.140
b)	La demande et les moyens des parties	p.141
2.1.1.2.	La réponse du juge : le raisonnement de la juridiction et le dispositif	p.142
a)	La justification : le canevas du discours	p.143
b)	Les références du discours : un jugement en fait et en droit	p.144
c)	La solution : le dispositif	p.146
2.1.2.	Le discours juridictionnel est un acte	p.147
2.1.2.1.	Les marques logiques	p.147
2.1.2.2.	Les marques de régularité	p.147
2.1.2.3.	Les marques d'authenticité	p.147

2.2. Analyse comparative de discours juridiques	p.149
2.2.1. Argument	p.149
2.2.2. Tableau comparatif des styles juridiques français et communautaire	p.151
2.2.3. Analyse	p.152
3. L'enseignement/apprentissage des interactions professionnelles en français juridique	p.157
3.1. Les interactions professionnelles	p.157
3.1.1. L'origine de la recherche sur la parole en entreprise	p.157
3.1.2. Exemple d'interactions professionnelles	p.167
3.1.3. La notion d'interactions professionnelles	p.158
3.1.3.1. Les normes d'interaction	p.158
3.1.3.2. Les normes d'interprétation	p.158
3.1.4. Action planifiée et action située	p.159
3.2. Contexte didactique : la classe de français juridique	p.161
3.2.1. Les savoirs à transmettre/acquérir en classe de français à visée professionnelle	p.161
3.2.2. La possibilité de transmettre/acquérir des compétences de communication professionnelle	p.161
3.2.3. La difficulté d'accès aux sources	p.163
3.2.4. Les sources destinées aux apprentis juristes francophones	p.163
3.3. Pour un enseignement du français juridique par la réalisation de tâches et la coordination face aux événements : action située	p.167
3.3.1. Les apprentissages « sur le tas »	p.167
3.3.2. Négociation et coopération	p.167
3.3.3. Tout usage de la langue est situé	p.168
3.3.4. Complexité des situations de travail et d'enseignement/apprentissage du français à visée professionnelle, au plan de la signification	p.168
3.3.5. Complexité des situations de travail et d'enseignement/apprentissage du français à visée professionnelle, au plan de l'action	p.170
3.3.5.1. L'action en français à visée professionnelle	p.170
3.3.5.2. Les cas pratiques	p.171
3.3.5.3. Les simulations	p.173
3.3.5.4. Circulation de la responsabilité et du pouvoir dans l'univers de la classe de français à visée professionnelle	p.175
4. L'articulation d'objectifs pédagogiques pragmatiques et d'objectifs « identitaires »	p.179
4.1. Culture et altérité comme conditions d'émergence du sujet individuel et collectif	
	p.179
Pour un enseignement humaniste du français à visée professionnelle	p.183

4.2. Pistes didactiques articulant des besoins « immédiats » et « objectifs » des apprenants et des besoins « identitaires » et « subjectifs » : l'insertion du méta-référent dans un parcours pédagogique	p.184
4.2.1. Approche par les sciences politiques à partir des valeurs et notions fondamentales du droit français	p.184
4.2.2. Approche par l'analyse de discours	p.186
4.2.3. Approche sociolinguistique : les interactions professionnelles	p.188
4.2.4. Autres pistes de recherche ultérieures	p.189
4.2.4.1. Approche historique et « sensitive » à travers des œuvres du patrimoine	p.189
4.2.4.2. Approche par la construction du récit juridictionnel et du récit littéraire	p.190
4.2.4.3. Approche ethnologique/anthropologique	p.190
4.2.4.4. Approche ethnolinguistique et philosophique	p.191

CONCLUSION	p.193
-------------------	-------

ANNEXES

Annexe 1 : Dossier pédagogique sur l'Union européenne	p.197
Annexe 2 : Le syllogisme juridique et la qualification en droit	p.223
Annexe 3 : Schéma de l'acte juridique par genre par espèces	p.233
Annexe 4 : Schéma de l'acte juridique d'après son auteur	p.235
Annexe 5 : « Traduction » de la langue de bois par P. Bourdieu	p.237
Annexe 6 : Vocabulaire de la procédure, par « liste chronologique »	p.241
Annexe 7 : Jugement de la Cour de cassation et jugement de la Cour de justice des communautés européennes	p.245
Annexe 8 : Exemple d'approche ethnolinguistique : ébauche de comparaison pensée orientale/pensée occidentale	p.259

BIBLIOGRAPHIE	p.265
----------------------	-------

TABLE DES MATIÈRES	p.271
---------------------------	-------

Ústřední knihovna
 právnické fakulty MU
 Brno